

## Former Autrement Le Cnfpt

Avec la Ve République, la culture est devenue en France une affaire d'Etat. Pour certains, toute intervention masque une récupération ; pour d'autres, seul l'Etat peut protéger la culture contre les pouvoirs privés. Cette action politique relève pourtant d'une exigence profonde : la culture a besoin de l'Etat, tout comme l'Etat ne peut se passer de la culture. Mais l'administration culturelle est en crise. Elle ne parvient pas, en effet, à renouer les liens rompus avec l'éducation, les loisirs ou les réseaux associatifs. Elle a vu également s'accroître en son sein le nombre de professionnels et diminuer les initiatives bénévoles. Comme pour lui porter un coup fatal, la défense des cultures "régionales" s'inscrit aujourd'hui dans l'écart entre les fastes des années Lang et leur faible écho dans la société. L'auteur prend acte de cette situation pour affirmer que le soutien à la création ne suffit pas. Plus que jamais, il faut inventer une politique de la culture qui saura retisser dans notre pays un véritable lien civique. Claude Patriat, professeur à l'université de Bourgogne, dirige une filière de formation aux métiers de la culture. Il a publié notamment L'Héritage en politique (avec Jean-Luc Parodi ; Economica, 1992), Eloge de la perturbation (Presse du réel, 1993), ainsi que de nombreux articles sur l'évolution de la politique culturelle. Parallèlement, il préside l'association Art + Université + Culture, qui fédère les établissements d'enseignement supérieur français engagés sur le terrain de l'action culturelle.

Le droit de la fonction publique est l'objet d'une attention politique renouvelée, laquelle a des effets juridiques importants depuis une dizaine d'années. Les années récentes mettent au jour une forte volonté de réduire les effectifs d'agents publics, de procéder à davantage de contractualisation individuelle, de repenser les conditions de rémunération des agents de l'Administration, d'harmoniser la condition des fonctionnaires et celle des salariés du secteur privé. Les droits des fonctionnaires, comme le droit syndical, sont confortés, mais dans le même temps la déontologie des fonctionnaires est davantage codifiée et diffusée. La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires illustre ce dernier aspect. 2016, 2017 et 2018 sont des années riches de ce point de vue : "ordonnance mobilité", "loi égalité et citoyenneté" ; loi Sapin II, "lois Travail", loi de programmation militaire, la loi relative aux garanties statutaires des magistrats et à leurs obligations déontologiques, les lois relatives à la décentralisation territoriale, la loi de réforme de l'hôpital, Plan "Macron Action publique 2022", etc. Fidèle à ses concepteurs, les doyens Jean-Marie et Jean-Bernard Auby, ce Précis est le seul à envisager la fonction publique, non seulement dans ses dimensions juridique et gestionnaire, mais surtout dans l'ensemble de ses versants : État, collectivités territoriales, hôpitaux publics, défense, magistratures, etc. Les développements les concernant sont précédés par une synthèse du droit de la fonction publique. Ce Précis est aussi ponctué d'encadrés qui jettent un focus détaillé sur des questions juridiques d'actualité. L'ensemble de ses particularités en font un ouvrage propre à faire comprendre le rôle central de la fonction publique dans le fonctionnement de notre société et de notre démocratie. La fonction publique est au cœur des mutations de l'État et du droit, lesquelles bousculent inévitablement les conceptions de l'égalité dont elle est traditionnellement porteuse. Cet ouvrage met d'abord en lumière et ordonne les très nombreuses expressions du principe d'égalité dans la fonction publique, envisagé à tous ses stades d'application (recrutement, carrière, retraite) ; - dans toutes ses déclinaisons (égalité devant la loi et principe de non-discrimination) ; - sous toutes ses formes (explicites, implicites, connexes) ; - depuis toutes ses sources (internes et européennes). Il propose les clefs pour : - comprendre, d'une part, ce qu'est la conception traditionnelle de l'égalité dans la fonction publique en France (formelle, républicaine, libérale) telle qu'elle résulte du modèle d'administration que l'État s'est donné pour agir et se figurer (et que traduisent en particulier les principes du concours et du statut général) ; - percevoir, d'autre part, dans quelle mesure cette conception s'est trouvée affectée ces dernières années par les mutations de l'État et du droit (tenant en particulier à la politique de modernisation de l'administration, à celle de lutte contre les discriminations, ainsi qu'à la réalisation d'un espace européen de libre circulation).

À la confluence de plusieurs sciences sociales, la muséologie interroge le champ muséal : sa richesse et sa diversité, son fonctionnement, les missions et la place du musée dans nos sociétés. Du musée star à la somptueuse architecture au petit musée local, faire-valoir d'une communauté, en passant par diverses expériences muséales (cybermusées, musées de papiers, muséobus), la muséologie reflète l'extension considérable donnée à la notion même de musée. • 21 articles encyclopédiques présentent les notions fondamentales qui façonnent le paysage muséal contemporain. La communication, la gestion, le patrimoine et bien d'autres donnent ainsi lieu à un éclairage soigné, approfondi, sous forme d'essais qui embrassent les problématiques rencontrées par les musées aujourd'hui. • un dictionnaire de 500 termes de muséologie est proposé pour la première fois dans le monde francophone. • 3 parcours visuels ponctuent l'ouvrage d'une iconographie abondante. André Desvallées est conservateur général honoraire du patrimoine (Musées de France). Il fut notamment l'assistant de Georges Henri Rivière pour la conception du musée national des Arts et Traditions populaires et de ses expositions. Il a enseigné la muséologie à l'École du Louvre. François Mairesse est professeur à l'université de Paris 3 (Sorbonne nouvelle). Il enseigne également la muséologie à l'École du Louvre et a dirigé jusqu'en 2010 le musée royal de Mariemont (Belgique). Yves Bergeron, Serge Chaumier, Jean Davallon, Bernard Deloche, Noémie Drouguet, Raymond Montpetit et Martin R. Schärer ont participé à cet ouvrage. Droit et gestion des collectivités territoriales (DGCT) propose, dans une première partie, une étude pluridisciplinaire d'un thème d'actualité puis décrypte, dans une seconde partie, l'ensemble des évolutions législatives, réglementaires et jurisprudentielles de l'année échue dans le domaine des collectivités territoriales. L'édition de 2019 traite ainsi de la transition écologique et de sa mise en oeuvre au sein des collectivités territoriales. Cette étude est développée autour de différents axes : enjeux de la transition écologique (histoire juridique, croissance économique, rôle de la commune, acteurs), domaines concernés par la transition écologique (transports, énergie, biodiversité), outils de la transition (fiscalité, production locale d'énergie), et enfin témoignages de communes engagées. La seconde partie, qui traite de l'actualité de l'année échue, propose des chroniques thématiques qui détaillent l'administration territoriale et les aspects territorialisés de l'action publique (fonction publique territoriale, urbanisme, environnement, finances et fiscalité, etc.). Destiné aux acteurs publics locaux – services déconcentrés de l'État, élus locaux, agents territoriaux, directeurs financiers –, aux avocats, aux magistrats, aux enseignants-chercheurs et aux étudiants, le DGCT 2019, véritable encyclopédie de la décentralisation, fournit toutes les clés pour apprécier la portée des réformes institutionnelles.

La vie publique en France.

Communiquer autrement Accompagner les personnes avec des troubles de la parole ou du langage De Boeck Supérieur

Plus de 100 outils et pratiques pour contribuer à la performance des organisations en favorisant l'intelligence collective. Prenant appui sur les principes de l'organisation apprenante développés par Peter Senge dans son best-seller mondial La cinquième discipline, ce guide fortement outillé et illustré s'adresse aux dirigeants, leaders, managers, collaborateurs, mais aussi aux coachs, consultants et formateurs. Il leur permettra de : transformer en profondeur les organisations et de les adapter à la complexité, en mettant l'accent sur l'apprentissage collectif ; favoriser le changement permanent pour obtenir un avantage concurrentiel durable. "Véritable travail d'intelligence collective, ce guide fournit un ensemble complet et impressionnant de principes, d'outils et d'idées pour aider les organisations à s'adapter de manière créative à un monde des affaires complexe et en constante évolution." Robert Dilts, auteur, formateur et consultant PNL "Être une organisation apprenante s'impose pour devenir agile et se transformer. Ceci nécessite une

démarche rigoureuse, s'appuyant sur les enseignements de la recherche et des expériences menées par les entreprises pionnières de l'apprenance." Jean-Marie Peretti, Professeur à l'ESSEC Business School "L'entreprise émancipatrice est celle qui permet aux uns d'apprendre des autres. Cet ouvrage vise à renforcer notre capacité individuelle et collective à apprendre." Jean-Marc Borello, Président du Directoire du GROUPE SOS Coordonné par Béatrice Arnaud et Corinne Ejeil, ce guide réunit les contributions de plus de 80 consultants et acteurs incontournables du monde de l'entreprise qui s'inspirent de la démarche de Peter Senge au quotidien.

Le livre de référence sur la communication alternative et augmentée, qui détaille les prises en charge pratiques en fonction des pathologies.

"L'intelligence collective est l'alchimie d'un collectif et des singularités qui le composent pour agrandir le pouvoir de réalisation de chacun. À l'heure d'Internet et de nouveaux modes de management (holocratie, sociocratie, empowerment...), il est crucial pour les managers de repenser leur fonction afin de devenir des facilitateurs libérant l'intelligence des collectifs par un leadership partagé. Les auteurs, spécialistes des nouvelles formes d'apprentissage, s'appuient sur des fondements théoriques et leur expérience de terrain pour proposer des pratiques innovantes favorisant l'apparition et la consolidation de l'intelligence collective. Leur ouvrage présente des exercices variés sur des thématiques majeures : • Créer une vision commune • Engager l'action ensemble • Faire preuve de créativité collective • Faire place aux talents de chacun • Se motiver mutuellement Plus qu'un simple recueil d'exercices, ce livre est indispensable pour les formateurs, les coachs, les consultants... qui souhaitent élargir leurs modalités d'intervention. Il s'adresse également aux managers désireux de libérer l'intelligence collective au sein de leurs organisations."

Deux dispositions du projet de loi relatif à la santé (n° 2302), déposé à l'Assemblée nationale le 15 octobre 2014, concernent directement les femmes et les jeunes filles, avec la possibilité donnée aux infirmier-e-s scolaires de délivrer la contraception d'urgence (article 3) et aux sages-femmes de pratiquer des interruptions volontaires de grossesse (IVG) par voie médicamenteuse (article 31). Ces mesures s'inscrivent dans la continuité des actions volontaristes engagées, sous l'impulsion de la ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes, Mme Marisol Touraine, pour conforter le droit des femmes à disposer de leur corps. Par ailleurs, au-delà des mesures visant à faciliter l'accès à la contraception et l'avortement, le projet de loi comporte des dispositions qui n'apparaissent pas comme des mesures spécifiques en direction des femmes, mais qui auront un impact positif sur la santé et l'accès aux soins des femmes, comme l'a souligné la ministre lors de son audition. C'est pourquoi la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes a souhaité être saisie de ce projet de loi important par la commission des Affaires sociales, à la fin du mois de novembre 2014. Outre l'examen des dispositions prévues par ce texte, il est apparu nécessaire de saisir cette occasion pour, d'une part, dresser le bilan de l'accès à la contraception et à l'IVG, comme la délégation l'avait prévu dès l'automne 2012, en s'inscrivant ainsi dans la continuité des travaux engagés sur ces questions sous les précédentes législatures. Il convenait, d'autre part, d'examiner certaines problématiques spécifiques à la santé des femmes, ce qui suppose notamment de prendre en compte le clivage social grandissant au sein même de la population féminine, en adoptant donc une double approche sexuée et sociale.

Concours d'Attaché territorial : un "tout-en-un" express pour vous préparer en 6 mois, soit 26 semaines. Pourquoi 6 mois ? Car c'est le temps minimum nécessaire à la préparation des épreuves écrites et orales d'un concours. Quel candidat êtes-vous ? Retrouvez dans cet ouvrage : Partie 1 : Le planning type sur 26 semaines et son mode d'emploi Partie 2 : Le diagnostic pour réaliser son bilan de compétences, comprendre ses motivations et déterminer ses connaissances du métier d'attaché Partie 3 : La méthode et des conseils de membres de jury pour préparer les épreuves écrites et l'épreuve d'entretien Partie 4 : Les connaissances essentielles de la culture territoriale avec les thèmes les plus souvent proposés aux concours Partie 5 : L'entraînement avec des annales corrigées

Cet ouvrage aborde l'ensemble des connaissances en gestion des ressources humaines requises pour les concours de la fonction publique et propose : 25 leçons traitant tous les aspects des programmes (principes généraux de la GRH et de la fonction publique, de l'évolution professionnelle ou des conditions d'exercice) ; Toutes les notions clés à connaître ; Des schémas et des éléments chiffrés ; De la méthodologie et des conseils.

La Commission européenne, corps puissant et non électif, cherche à se légitimer par le dialogue, la concertation et la diffusion d'expertise à tous les niveaux de l'action publique, rejoignant en cela la méthode Monnet d'intégration consensuelle. Cette étude vise à tester cette hypothèse par rapport aux politiques européennes de développement local initiées dans le cadre de l'article 10 du FEDER, et fondées sur l'échange d'expériences. L'émergence d'une politique implique l'existence d'un contexte et de circonstances favorables. La première partie de cette étude examine comment la reconnaissance formelle du développement local au niveau communautaire devient possible, dans le cadre de la réforme des fonds structurels de 1988, marqué par l'affirmation de la Commission européenne en tant qu'organisme d'expertise sur la scène de l'action publique. Dans la deuxième partie de cette étude, les politiques européennes étudiées sont analysées dans leur contexte d'effectuation. L'appel à l'expertise et son institutionnalisation en mode de gestion administrative n'en font pas seulement un outil organisationnel monopolisé par la Commission mais une forme de savoir permettant la réalisation du dialogue et du consensus entre des acteurs aux logiques de fonctionnement traditionnellement différenciées. La structuration progressive d'un espace européen de l'expertise en développement local induit la recombinaison des modes de l'action publique locale et contribue à l'évolution des conduites politico-administratives.

Transregional Europe integrates work in human geography and planning with related scholarship in history and the other social sciences, covering public perceptions of European macro-regions and EU macro-regional planning.

u" Présentation du concours et du métier/udiv• strongTout le déroulé du concours/strong et le programme des épreuves/divdiv• strongDécouverte du métier/strong à travers 10

questions + strongentretiens de professionnels/strong/divdiv• strongTests /strongpour faire le point sur ses strongmotivations /divu” Méthode des épreuves écrites et orales/udiv• strongMéthodologie /strongpas à pas à partir de sujets d’épreuve + strongentraînement guidé /strongpour acquérir la méthode/divdiv• strongSimulations d’entretien /strongavec le jury, strongce qu’il faut dire/ne pas dire/strong/divu” Entraînement aux épreuves/udiv• Sujets strongcorrigés /stronget strongcommentés /strong+ strongauto-évaluation/strong sur les notions acquisesu” Connaissances indispensables pour les épreuves/udiv• strongFiches thématiques /strongsur les connaissances générales et professionnelles à maîtriserdiv Nouveauté 2020/strong /u: des vidéos de simulations orales d'entretien Un cahier de 16 pages tout en couleurs avec les éléments indispensables à connaître/strong/div

Le rapport annuel de l'IGAS commence par un état des lieux de la situation et de l'évolution de l'emploi des seniors en France en 2004 (vieillesse de la population, projection démographique jusqu'en 2050, répartition géographique de la population active, apport de l'immigration). Il analyse des phénomènes tels que la persistance des discriminations ainsi que la prise de conscience collective du problème du sous-emploi des 50-64 ans, prise de conscience qui ne change pas pour autant les pratiques de recrutement. Il envisage, à la lumière de comparaisons européennes, une réorientation des politiques publiques de l'emploi, du travail et l'accentuation de la formation. Le rapport propose enfin de mieux coordonner l'observation sociale, de lier la gestion des âges, le développement des compétences et l'évolution de l'organisation du travail. Il suggère par ailleurs d'inciter au retour à l'emploi ou au maintien dans l'emploi des seniors, d'aménager les transitions entre activité et inactivité, de faciliter le dialogue social sur la gestion des âges et de sensibiliser l'opinion et les acteurs économiques et sociaux à la reconnaissance de l'expérience ... [Ed.]

La mise en oeuvre, durant les années 2000, de la décentralisation administrative, a contribué à l'amélioration du système éducatif béninois. Néanmoins, l'effet combiné de la coopération internationale décentralisée et des partenariats bilatéraux et multilatéraux a permis au Bénin d'accéder à 100% de scolarisation. Les centres de formation ainsi créés fournissent aux entreprises locales artisanales une main-d'œuvre qualifiée. Il reste toutefois beaucoup à faire pour améliorer les politiques de l'éducation et de la formation au Bénin.

Dans le cadre des enjeux actuels du droit de la ville, l'aménagement urbain constitue un outil pertinent qu'il convient de façonner. Distinct de l'aménagement du territoire et transcendant la frontière public-privé, l'aménagement urbain désigne les travaux visant un projet urbain d'intérêt général portant sur un quartier ou sur un lieu de vie. C'est ainsi qu'un régime juridique de droit commun doit être élaboré. Il concilierait les exigences économiques et celles visant à garantir un cadre de vie de qualité.

Le droit de la fonction publique comporte cinq éléments : - les règles générales applicables à la fonction publique, - le statut de la fonction publique, - le statut de la fonction publique territoriale, - le statut de la fonction publique hospitalière, - les statuts autonomes de la fonction publique (magistrats, militaires, etc.). Ce précis étudie successivement ces cinq éléments de façon assez détaillée, notamment quant à la quantité de références jurisprudentielles. En outre, il traite de manière assez approfondie la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière.

La municipalité est en France une institution de proximité, de recours et de régulation. En banlieue parisienne, dans les quartiers populaires, elle assure - peut-être plus qu'ailleurs - une mission de protection et de cohésion sociale. Fin 2005, en période d'émeutes, les maires - personnalités politiques préférées des français - et leur personnel communal étaient en première ligne pour préserver l'intégrité des personnes et du bien commun. La république reconnaissante les accueillait à l'Élysée, les médias soulignaient leur implication et leur dévouement. Cependant, cette exposition du magistrat de banlieue n'est pas sans précédent. Elle s'inscrit dans une longue tradition qui place l'institution municipale au cœur du système d'administration et de gouvernance des territoires agglomérés. Dans ces zones densément peuplées, les acteurs municipaux incarnent toujours la figure sympathique de la " République au village ". Villes de banlieue raconte l'histoire des maires du Grand Paris, leur engagement eyt leur militance, leurs pratiques administratives et politiques, éclaire l'origine de l'intercommunalité et l'importance du cumul des mandats, montre le rôle des municipalités dans les politiques publiques de logement, d'assistance, de péréquation ou d'aménagement du territoire et restitue une histoire méconnue, celle des " communaux ", près d'un million et demi d'agents publics, et de leurs syndicats. Chemin faisant, l'ouvrage nuance une lecture trop tranchée des rapports de l'Etat et des collectivités locales jugées souvent " secondaires ", " infantilisés ", sous tutelle préfectorale, et montre l'antériorité du dynamisme des municipalités et de leurs représentants avant les lois de décentralisation de 1982 à 2003. Ce livre collectif participe en quelque sorte à une réévaluation du rôle des municipalités dans l'histoire de la France urbaine et de ses institutions locales.

[Copyright: f3b587e3ea42bbb18e856d39786d947b](https://www.pdfdrive.com/former-autrement-le-cnfpt-pdf.html)